



Lavrov : « L'accord de Genève n'exige pas le départ de Bachar ! »

Par [Louis Denghien](#)

Mondialisation.ca, 02 juillet 2012

[infosyrie.fr](#) 2 juillet 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),
[Russie et CEI](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [SYRIE](#)

Le 1er Juillet 2012

Le document signé samedi 30 juin à Genève n'impose rien ni personne au peuple syrien, il ne pose aucune condition politique préalable au processus de dialogue national, et n'exclue personne de ce processus. Par ailleurs, la Russie et la Chine s'opposent à tout recours au chapitre 7 de la Charte des Nations-Unies, encore évoqué à Genève par les Occidentaux, et qui prévoit, dans les cas diplomatiques « limite », le recours à la force.

Voilà résumée l'interprétation de l'accord faite, au cours d'une conférence de presse tenue samedi soir, par Sergueï Lavrov, chef de la diplomatie russe et véritable « meneur de jeu » des débats à Genève. Naturellement, la Chine ne se démarque pas de ses alliés Russes : pour le ministre chinois des Affaires étrangères Yang Jiechi, le plan de transition présenté par Annan et approuvé le 30 juin par le Groupe d'action sur la Syrie « *ne peut être que dirigé par les Syriens et doit être acceptable par toutes les parties importantes en Syrie. Des personnes extérieures ne peuvent pas prendre des décisions pour le peuple syrien* » .

Hillary, Kofi, Sergueï et Bachar

S'il est une « *partie importante* » dans le conflit syrien, c'est bien Bachar al-Assad. Hier, Kofi Annan, interrogé sur son sort dans le cadre du processus de transition, s'est tenu dans un prudent flou diplomatique : l'avenir du président « *sera l'affaire* » des différents participants au dialogue. Certes, Annan a montré le bout de son nez, et de quel côté il penchait, en se fendant d'une petite phrase : « *Je doute que les Syriens choisissent des gens ayant du sang sur les mains pour les diriger* » .

Hillary Clinton a été moins « prudente » : « *Assad doit partir* » a-t-elle encore déclaré, dans une nouvelle tentative de faire passer un accord international quasiment dicté, dans ses termes comme dans ses conclusions, par la Russie, comme un succès des États-Unis et de leurs suiveurs européens.

Mais là encore, l'impitoyable Sergueï a bien mis les points sur le « i » : « **Le document (signé à Genève) n'exige pas la démission de Bachar al-Assad.** La version initiale du texte contenait une clause impliquant le départ des personnes qui « *empêchaient la paix* ». Cela est contraire à l'inclusivité (le principe de non exclusion) du processus politique en Syrie, ainsi qu'aux normes de la Charte des Nations-Unies sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des États souverains. Cela n'est pas mentionné dans le document adopté aujourd'hui qui stipule que ce sont les Syriens qui doivent décider du sort de leur

pays ». C'est clair, net, précis, au point qu'on se demande ce que peuvent encore raisonnablement espérer Hillary C. et ses petites mains Hague et Fabius, sinon sauver ce qui leur reste de face...

Le CNS au pied du mur

Bref, quoi que proclame Hillary, et quoi qu'insinue Koffi, Bachar n'est pas près de partir : son départ n'a pas été évoqué à Genève, et il sera une « partie plus qu'importante » dans le processus de dialogue national. À supposer que ce dialogue s'engage. Car désormais, la balle est dans le camp des opposants, et le CNS, embourbé dans son jusqu'au boutisme, risque de ne pas être très à l'aise dans les semaines qui vont suivre. **Soit il s'assoit enfin, cédant aux pressions ses « employeurs » occidentaux, turcs et arabes, à la table des négociations, et ce faisant il se coupe de radicaux islamistes et des groupes armés** ; soit, comme c'est plus prévisible, il trouve tous les prétextes pour persister dans son option révolutionnaire, et il va devenir embarrassant pour les Occidentaux et la Ligue arabe et, au minimum, il sortira sans bruit du jeu diplomatique, devenant un de ces gouvernements en exil perpétuel comme l'Histoire en a déjà connus, condamné à la sclérose et au rabougrissement.

On y verra bientôt plus clair de ce côté-là : une réunion d'une kyrielle de groupes d'opposition syriens, non CNS, doit bientôt se tenir au Caire sous l'égide de la Ligue arabe, afin de définir une plate-forme commune avec le CNS justement, lequel a beaucoup renâclé à ce premier « *dialogue national* » avec d'autres opposants. Cela nous promet des échanges intéressants, et certainement des claquement de porte.

Réquisitoire de Lavrov contre les groupes armés

On approche donc de l'heure de vérité pour ce nid de vipères qu'on appelle l'opposition radicale syrienne. Justement, dans sa conférence de presse conclusive, Sergueï Lavrov a eu des mots bien sentis : « *Nous avons ce qu'il faut comme preuves que les groupes armés et ceux qui les financent ne respectent pas leurs engagements (vis-à-vis du plan Annan) et se comportent d'une manière telle qu'on ne peut assurer un contexte de sécurité, et par là même (ces groupes) forcent le gouvernement et les forces syriennes à riposter* » .

Et Lavrov, décidément très inspiré par le sujet (fondamental, il est vrai) d'ajouter : « *Certains groupes armés et les milieux qui les parrainent exercent des provocations dans le but de semer la violence, et il y a à cet égard des faits connus des médias, y compris occidentaux et américains, qui sont arrivés dans plusieurs villes et villages, il y a des attaques contre les bâtiments et les institutions publics et privés, et contre les forces de l'ordre* », ajoutant que nombre de ces agressions avaient un arrière-plan confessionnel. Et il a évidemment pointé le fait que ces gangs recevaient, dans l'illégalité internationale la plus complète, des armes, ce qui de fait les encourageait à persévérer dans leurs pratiques sanglantes. **Un certain nombre d'oreilles qataries , séoudiennes et turques (arrêtons-nous là) ont dû siffler....**

Le chef de la diplomatie russe a donné du reste un exemple de ces méfaits des bandes radicales relié à l'actualité en cours : il a en effet accusé l'ASL d'entraver à Homs les tentatives du CICR d'« évacuer des centaines de civils coincés dans des quartiers encore tenus par les insurgés

Où l'on constate - une énième fois - que le analyses de la Russie coïncident assez

largement avec celles de la Syrie légale et réelle. La plupart des participants à la réunion de Genève devraient se retrouver bientôt à New York afin d'appuyer au Conseil de sécurité le plan adopté le 30 juin. Une formalité là encore, et le fait que ce soient les Américains qui aient demandé cette convocation n'empêchera pas que ce sont les Russes qui décideront du contenu de la résolution qui sera alors discutée.

Si la Syrie doit globalement une fière chandelle à la Russie, la Russie, elle, doit à la Syrie d'avoir confirmé son statut de « supergrand », de retour pour de bon sur la scène internationale, pour le plus grand déplaisir de l'empire atlantiste.

La source originale de cet article est infosyrie.fr
Copyright © [Louis Denghien](http://LouisDenghien.com), infosyrie.fr, 2012

Articles Par : [Louis Denghien](http://LouisDenghien.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca